

**Déclaration de Victoria Chakarian-Bavage,  
au conseil municipal extraordinaire,  
du samedi 2 juillet, consacré au point :  
« La situation du centre d'hébergement transitoire  
et retour à sa vocation d'origine »**

Lorsqu'il y a un an nous accueillions à Mezy les premiers 190 migrants, je me suis sentie particulièrement fière de cette action, qui bien qu'imposée par le Préfet, nous permettait de nous montrer à la hauteur d'une situation dramatique et d'apporter notre soutien à des victimes de conflits internationaux.

Lorsqu'à cette même période, j'ai été conviée, par courrier quasi anonyme déposé dans ma boîte aux lettres, à me rendre à une réunion convoquée par un regroupement de riverains dont je n'avais jamais entendu parler dans le village, et qui disaient ne pas laisser s'installer ces migrants, je dois dire que j'ai été particulièrement gênée, pour ne pas dire scandalisée.

Lorsque j'ai entendu les propos tenus lors du conseil du 9 mai appelant à aller occuper les lieux s'ils n'étaient pas libres le 30 juin au soir, et les positions des membres du conseil à titre individuel, sur la question de l'occupation des migrants dans des locaux dûment loués par une association - Aurore - ayant vocation à les accueillir et à les loger dignement, mon exaspération s'est transformée en stupéfaction.

J'étais donc entourée de personnes "importunées", "inquiètes", "hostiles" à la présence des migrants dans leur village, dans leur rue, dans leur paysage?!?

Que l'on se reprenne et que l'on s'entende bien. Personnellement, je ne pense pas qu'il existe de zone de confort en France quand il y a la guerre et la barbarie dans d'autres pays. Il n'y a pas de petit chez soi bien tranquille quand on massacre, pille, déloge, détruit, les populations, à quelque motif que ce soit. Et à Mezy, comme dans toute l'Europe, nous sommes confrontés à ces difficultés, ne pouvons nous vanter d'être à l'abri des turpitudes de ce monde trop souvent destructeur.

**Je suis, et nous sommes très nombreux à l'être, favorable à l'accueil des peuples victimes - ici, de la guerre - et qui cherchent refuge et asile. L'Etat, quant à lui, doit prendre ses responsabilités et dégager les moyens pour mettre en place les structures qui permettent un accueil décent des réfugiés.**

**Au-delà, j'invite également à réfléchir sur les conséquences potentielles et les dommages que pourrait avoir toute manifestation d'hostilité à l'encontre de ces réfugiés.**

Le Préfet demande à Mezy d'accueillir cette poignée de migrants en prolongeant le bail jusqu'au 31 décembre. Soit ! La France a accueilli de très nombreuses vagues de migration (et d'immigration) issues de guerres pour la plupart et/ou des misères faites aux peuples qui n'ont pas souhaité ces horreurs et n'aspirent qu'à vivre paisiblement chez eux, dans leur maison, entourés de leurs familles et proches, et d'y exercer un travail qui les fait exister. Un toit, un emploi, c'est ce qu'il faut à ces hommes et femmes qui auraient préféré rester chez eux.

Aujourd'hui, ils ne l'ont pas choisi et ils sont là. Aujourd'hui, il leur faut des papiers et retrouver la décence et la dignité. Qu'une association, qui répond à l'Etat, prenne en charge ce minimum vital ne doit pas être un problème. Qu'elle loge ces personnes ici ou ailleurs, ne doit pas être un danger. Bien au contraire, on devrait se réjouir que de telles solutions soient mises en oeuvre et que des personnes ne dorment pas dehors, mangent à leur faim et soient considérées comme des êtres humains et non des nuisibles.

En 2012, je me suis trouvée à New York. J'ai décidé de voir les camps de rétention du bout de la presqu'île. Devant moi, Ellis Island, derrière, le chantier des décombres des deux tours effondrées. Je dois bien dire que l'émotion était très forte devant ces bâtiments où, dans les années 20 étaient parqués mes arrières grands-parents et leurs enfants, en attente du règlement de leur sort. Certains sont restés aux Etats-Unis, d'autres ont été embarqués pour la France. C'est ainsi que mon arrière grand-mère et ses quatre enfants sont arrivés à Marseille où ils se sont établis. Ils ont été naturalisés à l'issue de la deuxième Guerre mondiale, après avoir participé à la défense de la France qui, à l'époque et pour les enrôler, ne s'est pas souciée de leurs origines ni nationalité. Ils ont été accueillis, cela dit. Comme les Grecs, les Italiens, les Polonais, les Algériens,...

Moi, je suis issue de ce peuple d'Arménie, massacré, pillé, déplacé et aujourd'hui encore, nié. Je ne peux entendre ni admettre que l'on méprise à ce point l'autre qu'on ne puisse concevoir pour lui un toit, un lieu pour vivre et se poser pour se reconstruire. On sait et on voit aujourd'hui la dureté des conditions de vie et de déplacement de ces Syriens, Erythréens, Irakiens, Afghans, et autres peuples martyrisés. Pas plus tard que jeudi l'émission "Envoyé spécial" a bien montré les camps où sont entassés les migrants, à Lesbos. Selon l'expression, on ne pourra pas dire, alors, qu'on ne savait pas.

Aujourd'hui, le Préfet a prolongé le bail jusqu'au 31 décembre 2016. **Notre préoccupation ne doit pas être celle de la destination de la location de la maison de la rue Berthelot. Cela n'est pas aujourd'hui notre affaire.** Domusvi en est le propriétaire. Il loue à Aurore. Point !

Intéressons-nous plutôt à prendre cet accueil comme une chance de nous montrer humains, ouverts et, c'est un minimum, compréhensifs à l'égard de la situation qui est faite à ces hommes.

Je ne peux imaginer, et nous sommes nombreux à vouloir le penser, que les représentants de Mezy sont sans respect pour l'humain, en particulier quand il traverse une crise, que les élus montrent autant d'inquiétude que les habitants ne me semble pas être la meilleure option.

Au contraire, assumons sereinement notre rôle, défendons Mezy des préjugés et rassurons la population en adoptant une attitude respectueuse des Droits de l'homme et des libertés démocratiques.

Victoria Chakarian-Bavage, conseillère municipale.  
*Mezy, le samedi 2 juillet 2016*